

SOMMAIRE

- **Réforme des retraites : la CGT va remettre un premier lot de plus de 100 000 pétitions**
- **Cliniques de Montpellier : un mouvement de grève dure sur les salaires**
- **Grass Valley (Techniloloc, ex-Thomson) : manifestation contre les suppressions de postes**
- **Hewlett-Packard : plus de 3 600 suppressions de postes d'ici juin 2011 en Europe**
- **France Télévisions : le calendrier des négociations retoqué par la justice**
- **Pôle emploi : la grève contre le mal-être au travail**
- **Petite enfance : « Pas de bébés à la consigne ! » va saisir les élus locaux**
- **Enquête Emploi de l'Insee : chômage des seniors, sous-emploi en hausse**
- **États généraux des professions techniques : le 23 septembre 2010**

ÉDITO

NICOLAS SARKOZY RÉDIGE, MAIS LAURENCE PARISOT DICTE



Le chef de l'État et son gouvernement ne parviennent pas à convaincre en dépit d'un matraquage médiatique dispendieux. Les Français ne se rangent toujours pas à la perspective de cesser le travail plus tard et de cotiser plus longtemps alors que leurs enfants, même diplômés, peinent à trouver un emploi stable. Inspirée par les revendications du Medef, la réforme inquiète. C'est encore ce qui ressort du sondage Ipsos/Liaisons sociales paru la semaine passée :

- 78 % des Français se déclarent inquiets sur le futur montant de leur retraite ;
 - 64 % estiment ne pas faire confiance au gouvernement pour assurer l'avenir des retraites ;
 - 70 % (+ 3 pts par rapport à un sondage identique de novembre 2009) s'inquiètent de leur futur niveau de vie ;
 - 85 % des sondés estiment qu'« il faut continuer à réformer le système de retraites pour assurer les retraites de nos enfants » ;
 - 81 % considèrent que « cela ne sert à rien de réformer les retraites si on ne règle pas le problème de l'emploi des seniors et de la pénibilité du travail ».
- Les Français sont donc loin d'être acquis aux solutions

que l'on cherche à leur imposer. La méthode et le calendrier de la réforme (au pas de course, sans négociations véritables et au mépris du dialogue social) donnent un sentiment de fébrilité. Dans cette séquence délicate pour l'exécutif, la présidente du Medef a estimé dans *Le Figaro* la semaine passée que « la promesse de s'arrêter à 60 ans, ce n'était pas un acquis social, mais au contraire une grande illusion ou un grand mensonge ». Pire, « avoir au-dessus de la tête une telle épée de Damoclès, en le sachant plus ou moins, a participé depuis des années au moral dépressif de beaucoup de Français ». Laurence Parisot a donc tout lieu d'être satisfaite puisque le gouvernement a annoncé qu'il repousserait l'âge légal de la retraite au-delà de 60 ans. Pas tout à fait semble-t-il puisque la voilà maintenant qui sonne la charge pour hâter le pas. Elle souhaite que le gouvernement applique les nouvelles règles à un rythme soutenu. « Le gouvernement raisonne aujourd'hui sur la base d'un trimestre par an, mais pourquoi pas un semestre par an, si ça permettait un vrai retour à l'équilibre, il me semble que ça en vaudrait la peine », suggère-t-elle. On se souvient que le président Sarkozy avait promis qu'il ne toucherait pas à la retraite à 60 ans, comme le lui demandait Laurence Parisot, au motif que les Français ne l'avaient pas élu pour cela. Aujourd'hui, le président foule au pied ses engagements et la patronne des patrons en redemande. Le Medef a bien compris que l'encre du projet de réforme des retraites n'est pas encore sèche, même si les grandes lignes ont été dévoilées. Rien n'est joué et le Medef veut toujours pire.

À nous de nous mobiliser pour obtenir le meilleur. L'appel unitaire lancé pour le 24 juin par les organisations syndicales peut recevoir un accueil très favorable de la part des salariés, privés d'emplois, jeunes étudiants et futurs actifs, des retraités, comme en témoigne les sondages successifs.

D'ici au 24 juin, il est possible de mobiliser plus largement.



Réforme des retraites :

la CGT va remettre un premier lot de plus de 100 000 pétitions

Le Secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, accompagné par une délégation du Comité confédéral national de la CGT va remettre, mercredi, au ministère du Travail plus de 130 000 cartes et signatures électroniques de la pétition lancée contre la future réforme gouvernementale des retraites.

Cliniques de Montpellier : un mouvement de grève dure sur les salaires

Les personnels de dix cliniques privées de l'agglomération de Montpellier, dépendant de quatre groupes différents, se sont mis en grève pour certains depuis le 25 mai, afin d'exiger l'ouverture de négociations sur les salaires. Les grévistes réclament une augmentation de 10 % de la valeur du point, arguant que les groupes propriétaires des cliniques sont tous bénéficiaires alors que les salaires dans les cliniques privées sont inférieurs de 20 à 30 % à ceux du secteur public. Des négociations se sont engagées dans la plupart des groupes, dont OC Santé, qui contrôle six des dix cliniques touchées par le mouvement de grève. Mais les propositions de revalorisation salariale restent en dessous des revendications.



Grass Valley (Technicolor, ex-Thomson) : manifestation contre les suppressions de postes



A l'appel de l'ensemble des syndicats du groupe, 300 salariés de Grass Valley ont manifesté jeudi à Paris et Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) pour s'opposer aux 327 suppressions de postes prévues par le groupe en France. Sur un total de 2 607 salariés dans le monde, 625 postes doivent être supprimés cette année, dont 327 en France, 70 aux Pays-Bas et 67 en Allemagne. Les manifestants se sont rassemblés devant le siège de France Télévisions, puis se sont rendus devant les sièges de deux autres chaînes de télévision (TF1 et Canal +), « parmi les principaux clients du groupe » selon les syndicats, avant de rejoindre le siège de Technicolor, à Issy-les-Moulineaux, où une délégation de manifestants a été reçue par la direction.

Hewlett-Packard : plus de 3 600 suppressions de postes d'ici juin 2011 en Europe



Le géant américain de l'informatique va supprimer 3 678 postes en Europe d'ici juin 2011, dans le cadre d'une vaste réorganisation mondiale annoncée mardi en Comité européen.

Un plan, prévoyant 9 000 suppressions de postes dans le monde dans les années à venir et 6 000 embauches, a été annoncé mardi aux États-Unis par HP.

France Télévisions : le calendrier des négociations retoqué par la justice



La date butoir qui pesait depuis 15 mois sur les négociations à France Télévisions pour une nouvelle convention collective a été annulée jeudi en justice, une « victoire » pour les syndicats. Selon le porte-parole de la CGT, Jean-François Téaldi, c'est « une baffa pour le pouvoir politique ».

Syndicats et direction avaient jusqu'à lundi minuit pour signer une nouvelle convention collective définissant les garanties sociales pour les 11 000 salariés de France Télévisions, dont 8 500 permanents : organisation et durée du travail, salaires, couverture sociale, droit syndical, etc.

En l'absence d'accord, les deux conventions

collectives en vigueur (journalistes d'une part, personnels techniques et administratifs d'autre part) depuis 1983 et les 180 accords sociaux venus les compléter depuis, devaient tomber.

Les délais de négociation sont désormais prolongés jusqu'à mars 2012 pour les personnels administratifs et techniques et septembre 2010 pour les 2 500 journalistes.

Pôle emploi : la grève contre le mal-être au travail

Quatre syndicats de Pôle emploi appellent à une grève reconductible le 8 juin contre la détérioration des conditions de travail. L'appel a été lancé par la CGT, le SNU-FSU, Sud et le Snap pour « soutenir et amplifier les nombreuses actions locales des dernières semaines contre la dégradation des conditions de travail et la précarité », ont indiqué ces quatre syndicats à la presse mercredi soir. Les agents subissent une « perte de sens » avec des « métiers piétinés » par la fusion ANPE-Assedic, un travail accru par la hausse du chômage et vont avoir « une charge de travail supplémentaire » avec les mesures pour la fin de droits, assurent les syndicats. Ils s'inquiètent également d'une précarisation du personnel, se sont aussi alarmés des réductions d'effectifs de 800 postes par an à Pôle emploi dès 2011 annoncées par le gouvernement dans le cadre du plan d'économies budgétaires.



Petite enfance : « Pas de bébés à la consigne ! » va saisir les élus locaux

Le collectif « Pas de bébés à la consigne ! », qui regroupe syndicats (dont la CGT) et associations opposés à un prochain assouplissement des règles d'accueil dans le secteur de la petite enfance, va demander aux élus locaux de prendre position contre les applications du futur décret. « On va s'adresser aux maires, présidents de Conseils généraux, gestionnaires d'établissements privés ou associatifs pour qu'ils s'engagent à ne pas appliquer les taux d'accueil en surnombre, les ratios diminués de personnels qualifiés ou la mise en place des jardins d'éveil », a indiqué vendredi Pierre Suesser, au nom du collectif, lors d'un point de presse. « Que le gouvernement passe ou non en force sur le décret, l'enjeu de la qualité de l'accueil est un enjeu de salut public pour les familles », a-t-il ajouté.



Enquête Emploi de l'Insee: chômage de seniors, sous-emploi en hausse



La France a connu moins de jeunes mais plus de seniors au chômage au premier trimestre 2010 qu'au dernier trimestre 2009 et davantage de personnes en situation de sous-emploi notamment pour cause de temps partiel subi, selon des données publiées jeudi par l'Insee.

Le taux de chômage des jeunes en activité en France (métropole plus Dom) s'est établi à 23,8 %, en net recul comparé au trimestre précédent (- 1,2 point) mais en hausse sur un an (+ 0,4 point). Il a bondi de 5,4 points en deux ans.

Le taux d'emploi des 55-64 ans a légèrement baissé comparé au trimestre précédent (41,8 %, - 0,1 point) et est resté stable sur un an.

Le taux de chômage des plus de 49 ans a parallèlement augmenté à 6,8 % au premier trimestre (+ 1 point sur un an), ce qui représente 491 000 personnes. Il a augmenté de 1,9 point en deux ans.

**ÉTATS GÉNÉRAUX
DES PROFESSIONS
TECHNICIENNES**
JEUDI 23 SEPTEMBRE

Salaires et qualifications, évolution des métiers, place dans l'organisation du travail, reconnaissance professionnelle

DÉBAT DE 9H30 À 17H - SIÈGE DE LA CGT - 263, RUE DE PARIS À MONTREUIL

Avec la participation d'un DRH d'entreprise, d'un directeur d'IUT, d'un chercheur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)

UGICT CGT 01 48 18 81 25 - ugict@cgt.fr - www.ugict.cgt.fr

CGT des Cadres et Techniciens
Comptables
EXTENSIONNISTES
Agents de Maintenance
CONSEILERS
INFIRMIÈRES
Électriciens
DESTINATEURS
Véz. Dessinateurs, Géomètres
Etc.

Le 23 septembre 2010, l'UGICT-CGT organise des États généraux pour débattre salaires, qualifications, évolution des métiers, rôle et place des professions techniciennes dans l'organisation du travail. Pour en savoir plus :

http://www.ugict.cgt.fr/joomla/index.php?option=com_content&view=article&id=1907:les-professions-techniciennes-en-etats-generaux-&catid=71:qui-etes-vous-technicien-nes&Itemid=90